

Comment faire de la rénovation accompagnée un des leviers de la transition énergétique ?

Je voudrais tout d'abord dire tout le plaisir que j'ai de nous retrouver dans ce lieu chargé d'histoire, d'une histoire industrielle et minière qui s'est écrite de part et d'autre de la frontière, avec beaucoup de similitudes, de richesses créées, de solidarités vécues mais aussi de souffrances subies par toutes celles et tous ceux qui ont contribué à la création de ces richesses et au développement de ce borinage.

Aussi, c'est avec cette double approche, ce double regard, du verre à moitié plein et à moitié vide que je voudrais introduire cette journée.

Je vous propose donc de regarder le verre à moitié plein du chemin parcouru et des bénéfices et de la plus-value que l'on peut retirer des expériences qui seront présentées, de la création de nouvelles richesses et d'emplois qui y sont attachées et des propositions que nous aurons formulées et formalisées au cours de cette journée pour aller plus loin et créer les conditions de déploiement de la rénovation accompagnée.

Et de prendre en compte également le verre à moitié vide aussi des difficultés rencontrées, des freins à lever et des échecs éventuels dans les expériences et réalisations qui seront présentées mais ce sera pour faire mieux encore en intégrant les leçons qui ont été tirées.

Mais avant toute chose, je voudrais tout d'abord jeter un petit coup d'œil dans le rétroviseur.

Qui aurait pu imaginer, en lançant ce programme FAI-re, que nous serions aujourd'hui à nous poser la question du « comment faire » comme si la Rénovation accompagnée allait de soi, qu'elle était une évidence pour tout le monde et qu'elle faisait désormais partie intégrante, sur les territoires qui le décidaient, de l'environnement ou, si vous préférez, du paysage de ce secteur d'activités des entreprises du bâtiment ?

Et, en battant le fer tant qu'il est chaud, de la considérer comme un des leviers de la transition énergétique ?

C'est que, sur ce champ comme sur d'autres, chacun prend chaque jour davantage conscience que, comme viennent de le rappeler bruyamment 15 000 scientifiques, 25 ans après leur avertissement à l'humanité, si nous ne changeons pas nos modes de faire, il sera bientôt trop tard pour sauver la planète.

Faire autrement, c'est d'abord réduire nos consommations en énergie et nos émissions de gaz à effet de serre et de CO2 en particulier.

Et en premier lieu dans l'un des deux secteurs qui, avec les transports, consomment le plus d'énergie fossile et émettent le plus de GES, le logement.

La rénovation énergétique, par les effets immédiats qu'elle produit et les emplois non délocalisables qu'elle induit doit être la priorité, pour nous et les générations à venir, comme pour nos gouvernants qui aspirent à être réélus, et nos entreprises qui ne demandent qu'à conquérir de nouveaux marchés

et à se développer. Aucun des trois acteurs n'a à lui seul la solution (cela se saurait) et, nous le constatons chaque jour, le marché, parce qu'il est binaire, n'a pas réponse à tout.

Notre hypothèse est donc, avec le verre à moitié plein, de faire plus et mieux en incluant, en hybridant les différentes formes d'économie, marchande, non marchande et non monétaire car c'est bien ensemble que nous pourrions trouver les réponses et faire plus et mieux que chacun séparément.

D'où la réponse au « comment » que je vous propose : compter sur ses propres forces mais sur toutes les forces et toutes les ressources disponibles sur le territoire et que j'ai rangées par trois.

Tout d'abord, par ordre d'importance en poids et en volume, celles de l'économie « classique », que j'aime à qualifier d'« ordinaire », celle des fournisseurs et des distributeurs de matériaux, celle des entreprises et des professionnels du bâtiment qui ont compris qu'il s'agit là, non pas d'une concurrence déloyale, mais d'un nouveau marché à conquérir, avec leur savoir-faire et leurs arguments habituels de professionnalisme, de garantie de mise en œuvre dans les règles de l'art, de meilleure réponse qualité-prix et de Service après-vente.

Et, côté verre à moitié vide, comment s'y reconnaître dans les multiples offres disponibles, comment trier le bon grain et l'ivraie, comment former et qualifier les professionnels à « faire avec », à « faire faire » plutôt qu'à « faire », comment s'assurer que cela va se passer comme prévu et comment faire en cas d'imprévu ?

Nul doute qu'avec la qualité des professionnels présents au cours de cette journée, nous aurons co-construit des réponses encore plus consensuelles que celles qui existent à ce jour.

Celles de l'économie non marchande que d'autres qualifient de politique publique, ensuite.

Si l'enjeu est tout simplement de pouvoir encore vivre demain sur cette planète, les décisions à prendre ne relèvent pas seulement des individus et de leur pouvoir d'achat. Elles dépendent aussi de d'une volonté de prendre en compte et de promouvoir l'intérêt général en passant par l'intervention des politiques publiques et des élus qui ont la légitimité de la mettre en œuvre. Le « comment faire de la rénovation accompagnée un des leviers de la transition énergétique » dépend donc aussi des territoires qui décideront d'en faire un de leurs axes de développement, économique, social et environnemental. Ils en ont la compétence, ils ont aussi le choix de continuer à rafistoler un système à bout de souffle ou de jeter les bases d'un autre modèle de développement en priorisant le secteur le plus efficient en termes de main d'œuvre non délocalisable par euro investi. Les exemples ne manquent plus, ici comme dans d'autres pays de l'Union Européenne de ces collectivités qui ont inventé de nouvelles réponses avec leurs concitoyens. Le verre pourra se remplir de tous les territoires qui décideront de transférer et de s'approprier ces démarches innovantes et lourdes de sens tant pour l'attractivité économique de ces territoires que pour le mieux vivre de leurs habitants. Le comment revient aux élus pour co-construire avec les habitants la réponse et définir et arrêter avec eux les périmètres concernés, les priorités retenues et les moyens accordés, notamment pour l'accompagnement de ces habitants.

Celles de l'économie non marchande et non monétaire enfin.

Pour ma part, je n'aime guère cette définition en forme de ni –ni, ni marchande ni monétaire, au motif que tous les apports en industrie des citoyens ne sont pas comptabilisés dans le PIB.

Je préfère donc parler de citoyenneté économique car il s'agit bien de créer des richesses essentielles pour le vivre ensemble, avec les citoyens et les ressources qu'ils représentent en termes de savoir-faire et de temps disponible, et pour monter des projets qui répondent à des besoins fondamentaux non satisfaits par le marché.

En matière de logement, cette insatisfaction concerne notamment le parc privé et en particulier le « parc privé potentiellement indigne » qui accueille, de fait, des populations qui subissent la double peine de logements inconfortables et de factures d'énergie d'autant plus insupportables que leurs revenus sont modestes.

Sur le comment, avec l'objectif affiché de faire un effet levier, nous faisons donc le choix de concentrer nos réponses sur ce parc privé et de n'exclure personne, locataires comme propriétaires, de façon à créer une dynamique qui englobe l'ensemble du territoire et permette la création de synergies entre tous les habitants volontaires qui relèvent de ces logements individuels du parc privé, qu'ils soient propriétaires occupants, bailleurs ou locataires. Certes, nous concevons que les moyens alloués pourront être modulés en fonction des situations économiques et sociales des uns et des autres mais l'approche territoriale est essentielle pour la réussite. Sur le comment encore, nous avons sans doute quelques certitudes en indiquant par exemple que le « qui fait quoi » sera consigné, avant le début des travaux, dans un contrat entre les parties prenantes et les expériences conduites permettent désormais de fixer les tenants et aboutissants de ce contrat. Des précisions pourront toutefois être apportées en matière d'assurance et de responsabilité.

Beaucoup de compétences sont réunies aujourd'hui, pour avancer et poser d'autres jalons sur le chemin de la rénovation accompagnée et je ne doute pas que les échanges qui vont suivre seront riches de propositions pour aller plus loin et plus vite.

Mais le challenge qui nous est proposé n'est pas celui de la collaboration de chacun avec ses certitudes, il est de co-élaborer ensemble des réponses pour faire levier sur la transition énergétique.

Bonne journée à tous.